

On touche au but pour le Pacte d'excellence

ENSEIGNEMENT Le Groupe central se réunit ce week-end pour produire son avis définitif sur les réformes à prendre

Le port est en vue. Au travail depuis le début de la législature, les auteurs du Pacte d'excellence sont (presque) au bout de leur peine. Le Groupe central, qui réunit les principaux acteurs de l'école (syndicats, pouvoirs organisateurs, fédérations de parents), se réunit en séminaire ces vendredi, samedi et dimanche, à Waterloo. Il va produire un avis définitif sur les réformes à engager pour redresser notre enseignement. Cet avis, on le connaît depuis le printemps – lourd d'une centaine de pages, il formule au moins autant de suggestions que de mesures. Ce document a déjà été affiné une fois. Le séminaire du week-end produira une troisième version – définitive celle-là.

Après les débats du week-end, l'avis du Groupe central devra être mis au net (cela prendra sûrement un peu de temps).

Ensuite, les auteurs de l'avis devront retourner devant leurs instances respectives pour y solliciter leur aval. En cas de feu(x) vert(s), l'avis sera remis à la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (CDH), ainsi qu'à l'ensemble des ministres du gouvernement de la Com-

munauté française. A la grosse louche, début décembre. Et le plus dur restera à faire : il faudra choisir et décider.

Dans son avis, le Groupe central dessine l'école de l'idéal, en évoquant des mesures souhaitées par tous mais parfois impayables à court terme. Le gouvernement va devoir faire le tri, écarter (provisoirement) ce qui est financièrement intenable et « prioriser » : que peut-on, que doit-on faire tout de suite ? que fera-t-on plus tard et quand ? Bref, il va devoir fixer un calendrier, un agenda étalé sur plusieurs années, étant dit que

tout ne peut pas être lancé en même temps (ce serait ingérable) et que des chantiers sont lourds (quand le Groupe central conseille d'en revenir aux savoirs plutôt qu'aux savoir-faire, cela veut dire qu'il faudrait repenser tous les programmes...).

Donc, mollo au départ. Le Secrétariat général de l'enseignement catholique (Segec) a estimé que réaliser les principales mesures du pacte coûterait 1,4 milliard. Au budget 2017, le gouvernement, serré, a bloqué une provision de... 21 millions. Avec ça, on ne fera qu'ébau-

cher des mesures, que l'on développera dans le temps. Difficile de savoir ce que le gouvernement retiendra pour 2017 – on verra plus clair en janvier, sans doute. Mais de petites évidences émergent. Comme Schyns l'a annoncé, et comme rapporté ici, on devrait faire un geste en

faveur des directeurs du primaire. Aujourd'hui, on leur accorde une assistance par tranche de 1.000 élèves. Ils demandent que l'on passe à 500 élèves. Dont coût : 20 millions. Impossible de leur consacrer la totalité de la provision de 2017. Mais un « signal » sera fait – de 1 ou 2 millions, dans ces eaux-là.

Deux autres pistes pour 2017 ? Le Groupe central souhaite renforcer l'encadrement en maternelle – c'est à ce niveau que tout se joue, que l'on peut encore neutraliser les risques d'échec. Encore faut-il des bras. Ils manquent. Cela pourrait figurer dans les priorités. Un autre point : il concerne les savoirs, évoqués plus haut. C'est le type même de chantier qui prend plusieurs années et que l'exécutif pourrait décider d'engager dès 2017. ■

PIERRE BOUILLON